



Financer en capital les entreprises innovantes

CDC Entreprises, acteur majeur du capital investissement pour les PME de croissance

18 Janvier 2011 – Présentation au CAS – Véronique JACQ



CDC Entreprises dédiée au capital investissement dans les PME



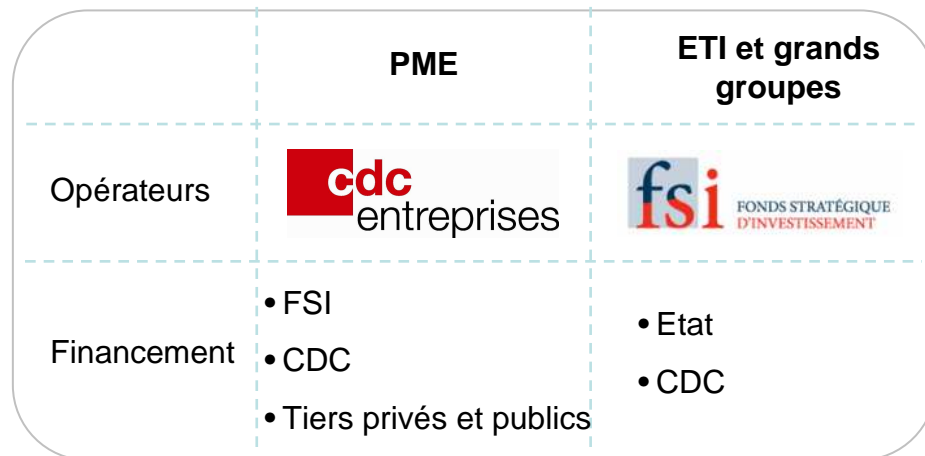
- Société de gestion agréée par l'AMF
- Filiale à 100% de la Caisse des Dépôts
- Exclusivement dédiée à la **gestion de fonds de capital investissement pour les PME**

- CDC Entreprises gère les **investissements directs et indirects dans les PME** :
 - pour le compte du **FSI** au travers du dispositif FSI France Investissement,
 - pour le compte de la **Caisse des Dépôts** sur des segments complémentaires
 - pour le compte d'autres **institutions publiques et privées**, par exemple l'Etat (Fonds national d'amorçage...), la BEI, des industriels...

- 4,8 Md€ gérés dont 3,9 Md€ pour le compte du groupe CDC (dont 3,7 Md€ du FSI)
- 450 M€ engagés en moyenne par an dont 400 M€ apportés par le FSI
- 4 000 PME financées en 15 ans et + 2 700 PME en portefeuille
- + 700 entreprises en 2009 (815 M€) dont 330 nouvelles (510 M€)

CDC Entreprises dédiée au capital investissement dans les PME

Fonds propres et quasi-fonds propres



Garantie, prêts bancaires, subventions

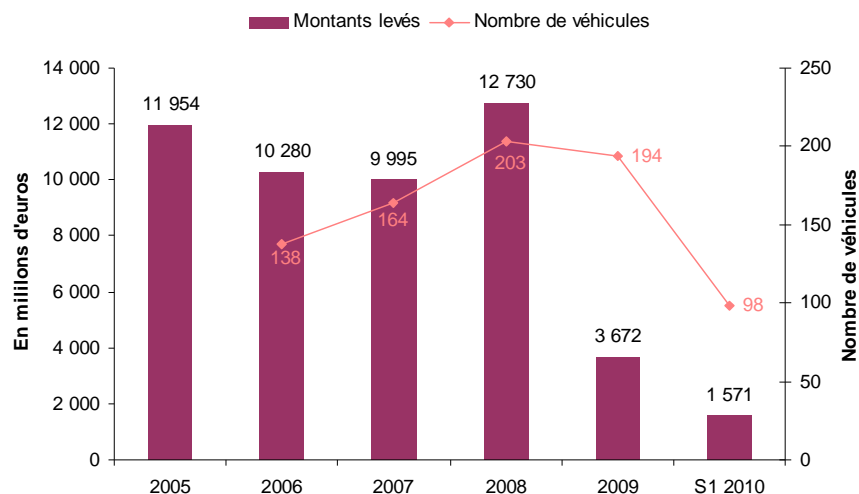


- Opérateur public pour le **financement en fonds propres des PME à tous les stades de leur vie : création, post-crédation, développement, petites transmissions**
- Investissements **directs et indirects** (via des fonds gérés par des tiers)
- Investissements **≤ 15 M€** par entreprise
- Un soutien à des stratégies d'investissement sectorielles ou généralistes, déployées par des fonds de capital risque et des fonds de capital développement
- Une couverture complète du territoire via des fonds régionaux

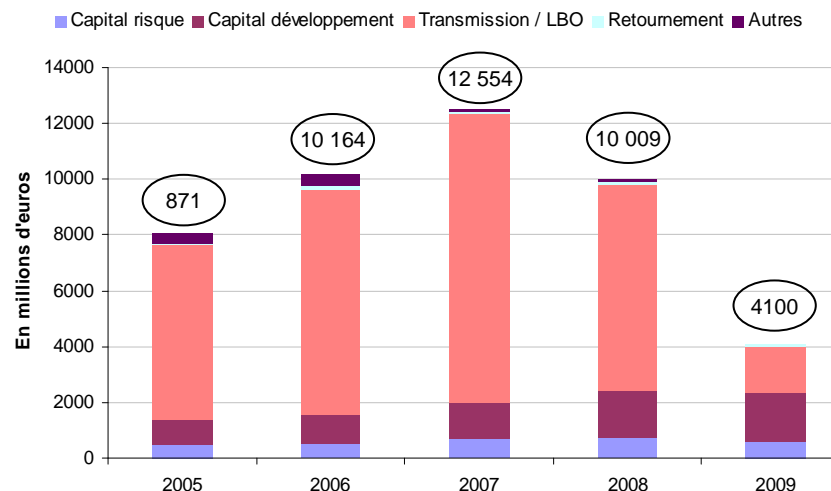


La situation du marché français du capital investissement

Evolution des levées de fonds



Evolution des montants investis en capital investissement



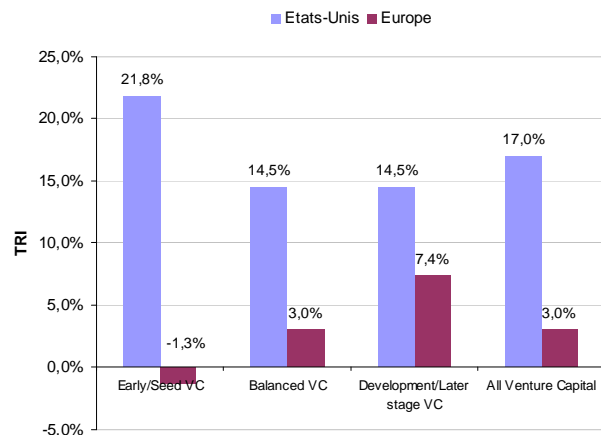
- Une évolution à la baisse des montants levés et des montants investis sur le marché du capital investissement
- Des **levées de fonds très difficiles pour les fonds de capital risque** (nouvelles entreprises technologiques et innovantes). Hors fonds de défiscalisation, très peu de nouveaux fonds (2 fonds FCPR de capital risque en 2010).
- Une relative stabilité des investissements en capital développement (entreprises profitables en croissance), une **évolution à la baisse des investissements en capital risque**

Des perspectives défavorables pour le financement en capital des PME

- Un désengagement des investisseurs institutionnels, banques et assureurs, du marché des actions non cotées, dû au contexte économique et à l'anticipation de **nouvelles règles prudentielles (Solvency II, Bâle III)**. Les exigences en fonds propres pour les placements en actions conduisent les banques et assureurs à réduire leurs investissements en actions, notamment non cotées.
- **Menaces importantes sur les capacités futures de financement en capital des PME de croissance, notamment les nouvelles entreprises innovantes, porteuses de compétitivité et d'emplois pour demain.**

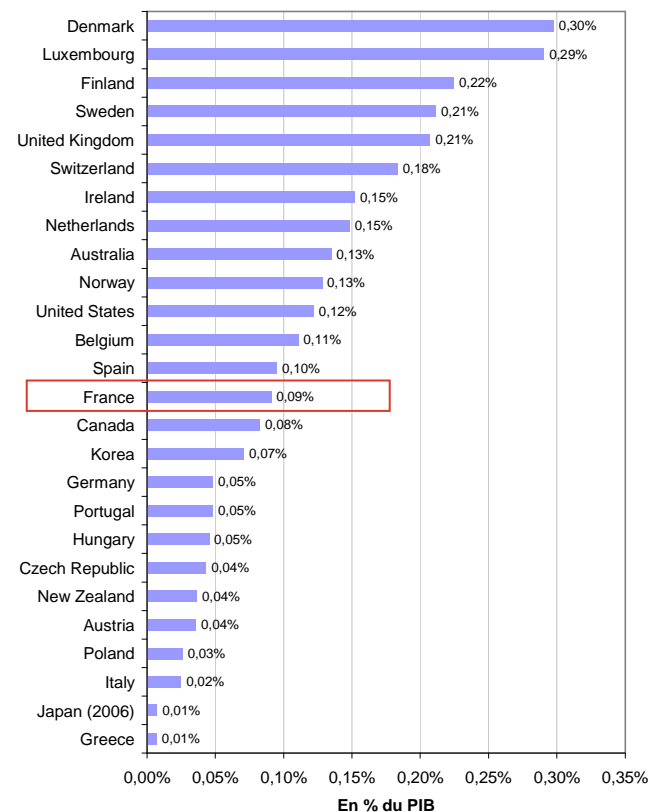
La faiblesse structurelle du capital risque pour les PME innovantes

Performance du capital risque par région et par stade de développement depuis l'origine à fin 2008



- Des moyens en capitaux pondérés par le PIB (0,09% PIB) inférieurs aux moyens mobilisés sur d'autres marchés (pays du Nord de l'Europe, UK, US)
- Une désaffection des investisseurs pour le capital risque liée à des résultats décevants en termes de retour financier (TRI net inférieur à 3%)

Investissement en capital-risque en part du PIB en 2008




Source : OCDE - OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2009

- Une problématique de liquidité/rentabilité à résoudre pour faire revenir les investisseurs institutionnels sur les actifs de capital risque et assurer la pérennité du financement des entreprises technologiques et innovantes.

Un soutien des pouvoirs publics au capital risque (1/2)

- Des **dispositifs publics** de soutien au capital risque ayant pour objectifs de :
 - **développer l'offre de financement en fonds propres** pour les entreprises innovantes
 - **préserver le savoir-faire des investisseurs en capital risque et l'écosystème**
 - en faisant levier sur les capitaux privés

-  **FSI FRANCE INVESTISSEMENT** : dispositif lancé fin 2006, financé par la CDC puis le FSI, géré par CDC Entreprises, se traduisant par des investissements dans des fonds et des investissements directement dans les entreprises avec une priorité donnée au capital risque (*venture capital*), en particulier l'amorçage (*seed capital*), et au capital développement.

- 1.6 Md€ investis dans + 100 fonds dont 39% dans des fonds de capital risque (9% dans fonds d'amorçage)
- Un levier de 1€ public pour 5€ privés
- 2,2 Md€ investis dans + 800 entreprises dont + 250 en capital risque
- Fin des investissements (dans les fonds) en 2012

Un soutien des pouvoirs publics au capital risque (2/2)

- Une action dédiée à l'amorçage des nouvelles entreprises innovantes dans le **programme d'investissements d'avenir** lancé en 2010



- **Fonds national d'amorçage** : lancé en 2010 et financé par l'Etat, géré par CDC Entreprises, fonds ayant vocation à réaliser des investissements dans les fonds d'amorçage (*seed capital*), soit des fonds adossés à des organismes de recherche et finançant des entreprises issues de la recherche publique, soit des fonds autonomes

- 400 M€ à investir dans des fonds d'amorçage
- Ciblage sur des secteurs technologiques prioritaires (SNRI) : santé & biotech, alimentation, technologies information & télécom, matériaux & nanotechnologies, cleantech
- Lancement opérationnel prévu en 2011 (après accord de la Commission européenne) et investissement sur 4 ans (dans les fonds).

Une évolution des modèles pour améliorer rentabilité/liquidité

- Une expérience de près de 15 ans d'investissement en capital risque via des fonds
 - Des **évolutions favorables** dans les approches et modèles économiques
- Ecosystème du transfert de technologie des organismes de R&D :
 - **Professionnalisation** des structures de valorisation (sélectivité, la création d'entreprise n'est qu'une voie de valorisation de l'innovation...), des structures d'incubation...
 - **Evolution culturelle, évolution réglementaire**
- Investissement à l'amorçage :
 - **Savoir-faire**, capacité **d'accompagnement stratégique** des entreprises par des professionnels expérimentés (investisseur et/ou entrepreneur) connaissant les technologies et les marchés
- Taille et durée des fonds d'amorçage : les capitaux à mobiliser sont de plus en plus importants et les durées sont très longues (8 à 10 ans voire plus) pour un accompagnement des entreprises jusqu'à une sortie (cession à une autre entreprise, introduction en bourse), le relais par le capital risque *late stage* ne fonctionne pas
 - **Allongement de la durée** des fonds (10 ans ou plus)
 - **Fonds evergreen?** Problème de liquidité...
 - **Taille critique minimale** selon les secteurs technologiques visés et selon la stratégie : 30 M€ à 50 M€ dans les secteurs les plus capitalistiques (biotech...)

Une évolution des modèles pour améliorer rentabilité/liquidité

- Stratégie d'investissement des fonds d'amorçage :

→ Recherche de **projets très en amont**, avant même la création d'entreprises, travail en **partenariat avec des instituts de recherche, échelle européenne**

Deux types de modèles :

→ **Modèle classique** visant à **accompagner l'entreprise jusqu'à un stade avancé de développement** (position significative sur le marché), capacité à s'introduire en bourse ou à être visible/attractive pour un grand groupe. Logique **long terme**. Modèle de grands fonds US, fonds Sofinnova...

→ **Modèle alternatif** visant à **développer un actif technologique** (démonstration technologie + marché) jusqu'à un stade de court-moyen terme où il soit « absorbable » par une moyenne ou grande entreprise. Logique **court-moyen terme**. Modèle de Kurma (biotech, adossement Pasteur, Curie, Imperial College...), IT Translation (logiciels, INRIA...)...

- Liquidité : sorties en bourse difficiles, Alternext est moins développé que AIM ou Nasdaq
 - Mesures pour améliorer l'accès au marché boursier et les échanges sur les marchés de valeurs technologiques...

Pour plus d'information :

www.cdcentreprises.fr